# CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 67.722/2/V
du 17 juillet 2020

sur

une proposition de loi 'modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, visant à prendre en compte le premier jour d'arrêt effectif de l'incapacité de travail'

# RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 67.722/2/V
van 17 juli 2020

over

een wetsvoorstel 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, opdat de arbeidsongeschiktheidsregeling kan ingaan vanaf de eerste dag van daadwerkelijke stopzetting van de activiteit wegens arbeidsongeschiktheid'

‡LW-CHHUNFBAH-GHHCCYM‡

Le 3 juillet 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit [*] jusqu'au 19 août 2020, sur une proposition de loi 'modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, visant à prendre en compte le premier jour d'arrêt effectif de l'incapacité de travail', déposée par Gilles VANDEN BURRE et consorts (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-1365/001).

La proposition a été examinée par la deuxième chambre des vacations le 17 juillet 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 juillet 2020.

*

Op 3 juli 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege[*] verlengd tot 19 augustus 2020 een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, opdat de arbeidsongeschiktheidsregeling kan ingaan vanaf de eerste dag van daadwerkelijke stopzetting van de activiteit wegens arbeidsongeschiktheid', ingediend door de heer Gilles VANDEN BURRE c.s., (*Parl.St.*, Kamer, 2019-20, nr. 55-1365/001).

Het voorstel is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 17 juli 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 juli 2020.

*

[*] Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

[*] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

‡LW-CHHUNFBAH-GHHCCYM‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations suivantes.

1.1. La proposition à l'examen entend modifier l'article 58 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 'instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants' en « visant à prendre en compte le premier jour d'arrêt effectif de l'incapacité de travail ».

Cette disposition trouve son origine dans l'article 3 de la loi du 22 mai 2019 'modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, en vue de supprimer la période de carence' [1].

Cet article disposait comme suit :

> « À l'article 53 du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 30 juillet 2018, une nouvelle disposition est insérée entre les alinéas 1 et 2, qui devient l'alinéa 3, rédigé comme suit :
>
> 'La période d'incapacité de travail peut commencer au plus tôt à la date de signature du certificat visé au premier alinéa' ».

L'article 6 de la même loi prévoyait ce qui suit :

> « Le Roi peut modifier, abroger ou remplacer les dispositions modifiées par la présente loi ».

1.2. Les articles 53 et 58 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 ont ensuite été modifiés par l'arrêté royal du 18 mars 2020 'modifiant les articles 53 et 58 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants'.

Les articles 1er et 2 de cet arrêté royal entré en vigueur le 16 avril 2020 [2], disposent comme suit :

> « Article 1er. Dans l'article 53 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, l'alinéa 2, inséré par la loi du 22 mai 2019, est abrogé.

‡ S'agissant d'une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] Cette loi, entrée en vigueur le 1er juillet 2019 conformément à son article 7 fait suite à une proposition de loi pour laquelle l'avis de la section de législation n'a pas été sollicité.

[2] *Moniteur belge*, 6 avril 2020.

‡LW-CHHUNFBAH-GHHCCYM‡

Art. 2. L'article 58 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 22 mars 1976, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

'La période d'incapacité de travail peut débuter, au plus tôt, à la date de signature du certificat visé au premier alinéa. Ce prescrit n'est toutefois pas applicable :

1° en cas de reprise de l'état d'incapacité de travail le jour qui suit directement la fin de la précédente période d'incapacité de travail reconnue ;

2° en cas de reprise de l'état d'incapacité de travail après une interruption dont la durée ne dépasse pas les délais fixés par les articles 8, 9, § 2 et 10, § 3' » [3].

En substance, l'alinéa 2 de l'article 53 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 a donc été déplacé de sorte qu'il devienne l'alinéa 2 de l'article 58 du même arrêté, moyennant l'ajout de deux dérogations.

L'arrêté royal du 18 mars 2020 se donne pour fondement juridique l'article 86, § 3, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994 (ci-après : « la loi coordonnée »), qui dispose comme suit :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prévoir une assurance indemnités en faveur des travailleurs indépendants et des aidants soumis à la législation organisant le statut social des travailleurs indépendants ainsi que des conjoints aidants visés à l'article 7*bis* de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

Il fixe les conditions dans lesquelles cette assurance est applicable, l'importance des indemnités payées et le montant de la subvention de l'État destinée à cette assurance.

Pour les questions relatives à l'assurance indemnités visée à l'alinéa 1er, le Service des indemnités est géré par un Comité de gestion distinct, composé de représentants des organisations représentatives des travailleurs indépendants et des organismes assureurs. Le Roi détermine les attributions, la composition et les règles de fonctionnement de ce Comité de gestion. Il nomme le président, les vice-présidents et les membres.

Trois commissaires du Gouvernement nommés par le Roi sur présentation respectivement du Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, du Ministre qui a le statut social des travailleurs indépendants dans ses attributions et du Ministre qui a le Budget dans ses attributions, assistent aux réunions de ce Comité.

Un représentant de l'Office de contrôle visé à l'article 49 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités assiste aux réunions du Comité avec voix consultative.

Le Roi crée un bureau de coordination, chargé de donner, tant au Comité de gestion visé à l'article 79 qu'à celui visé au présent paragraphe, des avis au sujet de questions qui présentent un intérêt commun pour l'assurance indemnités des travailleurs salariés et pour celle des travailleurs indépendants, dans le but de promouvoir de part et d'autre la prise de décisions concordantes. La composition et les règles de fonctionnement de ce bureau de coordination sont déterminées par le Roi.

[3] Le projet devenu l'arrêté royal du 18 mars 2020 a fait l'objet de l'avis n° 66.975/2 donné par la section de législation le 24 février 2020. Dans cet avis, la section de législation n'a fait aucune observation sur les dispositions devenues les articles 1er et 2 de l'arrêté royal (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66975.pdf).

‡LW-CHHUNFBAH-GHHCCYM‡

Le Roi détermine comment le Conseil technique intermutualiste prévu à la section IV est composé, lorsque les avis à émettre par ce Conseil portent sur les conditions d'octroi des indemnités d'incapacité de travail aux travailleurs indépendants ».

1.3. La proposition de loi à l'examen vise essentiellement à abroger l'alinéa 2 de l'article 58 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971.

2. De ce qui précède, il suit que la proposition tend à modifier une disposition réglementaire adoptée en exécution de et conformément à l'article 86, § 3, de la loi coordonnée.

Si, *a priori*, rien n'interdit au législateur de modifier ou d'abroger une disposition réglementaire, le procédé utilisé peut être source de confusion et d'insécurité juridique.

En l'espèce, et contrairement à la loi du 22 mai 2019, la proposition à l'examen ne comporte aucune disposition permettant au Roi de modifier, abroger ou remplacer à nouveau, à l'avenir, l'article 58 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971.

Certes, le texte en projet a pour objet, non pas d'ajouter une disposition à cet article 58, mais d'y abroger un alinéa, une telle abrogation ne limitant pas comme telle les pouvoirs que le Roi tient de l'article 86, § 3, de la loi coordonnée.

La question se pose toutefois de savoir si, compte tenu de l'objectif ici poursuivi par la proposition de loi, le Roi, agissant sur la base de cette habilitation, pourrait encore, à l'avenir, adopter une disposition qui mette en place un système identique ou proche de celui prévu par l'article 58, alinéa 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 1971, en vigueur, fût-ce en prévoyant des dérogations plus larges ou différentes de celles actuellement prévues par cette disposition.

À cet égard, il ressort de l'article 3 de la proposition à l'examen que l'intention est effectivement d'interdire au Roi d'adopter, au moins pour une période d'un an, sur la base de l'article 86, § 3, de la loi coordonnée, une telle disposition puisque cet article 3 impose qu'il soit procédé à une évaluation de la disposition abrogatoire que constitue son article 2, un an après la publication au *Moniteur belge* de la loi proposée.

Il conviendrait que ce point soit éclairci, soit en fournissant les clarifications nécessaires à l'occasion des discussions parlementaires relatives à la proposition de loi, soit en complétant le dispositif de la proposition de loi. À ce dernier titre, si telle est l'intention, l'article 3 de la proposition pourrait être complété par un second alinéa énonçant que

« Dans le délai énoncé à l'alinéa 1er, par dérogation à l'article 86, § 3, de la loi coordonnée, le Roi s'abstient d'adopter, sur la base de cette disposition, toute règle de nature à rendre inopérante l'évaluation prévue à l'alinéa 1er ».

3. L'article 58, alinéa 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 excepte de la règle qu'il établit deux situations liées à la reprise de l'état d'incapacité de travail.

‡LW-CHHUNFBAH-GHHCCYM‡

En vertu de la proposition à l'examen, ces deux exceptions cesseront de faire l'objet d'un règlement exprès et les situations qui y sont mentionnées tomberont désormais dans le champ d'application de l'article 58, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 20 juillet 1971.

Il conviendrait que les auteurs de la proposition s'assurent que le régime applicable par suite de l'abrogation pure et simple de l'article 58, alinéa 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 ne sera pas de nature à entrainer des difficultés pratiques pour les situations de reprise de l'état d'incapacité de travail telles que visées par cet alinéa 2.

4. En son article 3, la proposition à l'examen entend mettre en place un système d'évaluation de son article 2, ainsi que de la loi du 22 mai 2019.

Cette disposition est rédigée comme suit :

> « Un an après la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, le Comité de gestion chargé de gérer l'assurance indemnités des travailleurs indépendants visé à l'article 39 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants procède à une évaluation de la loi du 22 mai 2019 modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, en vue de supprimer la période de carence. L'évaluation porte également sur l'application de l'article 2 de la présente loi. Cette évaluation est transmise à la Chambre des représentants ».

S'agissant d'une disposition législative, il se recommande que l'article 3 de la proposition ne vise pas « le Comité de gestion chargé de gérer l'assurance indemnités des travailleurs indépendants visé à l'article 39 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants » mais le Comité de gestion visé à l'article 86, § 3, alinéa 3, de la loi coordonnée, disposition législative sur la base de laquelle a été adopté l'article 39 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971.

5. En conclusion, il y a lieu de réexaminer la proposition de loi à la lumière des observations qui précèdent.

*

‡LW-CHHUNFBAH-GHHCCYM‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1.1. Voorliggend voorstel strekt tot wijziging van artikel 58 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 'houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten' "opdat de arbeidsongeschiktheidsregeling kan ingaan vanaf de eerste dag van daadwerkelijke stopzetting van de activiteit wegens arbeidsongeschiktheid".

Die bepaling vindt haar oorsprong in artikel 3 van de wet van 22 mei 2019 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, teneinde de wachttijd op te heffen'.[1]

Dat artikel luidde als volgt:

"In artikel 53 van hetzelfde koninklijk besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 juli 2018, wordt tussen het eerste en het tweede lid, dat het derde lid wordt, een nieuwe bepaling ingevoegd die luidt als volgt:

'Het tijdvak van arbeidsongeschiktheid kan ten vroegste aanvangen op de datum van ondertekening van het in het eerste lid bedoelde getuigschrift'."

Artikel 6 van dezelfde wet luidde als volgt:

"De Koning kan de bij deze wet gewijzigde bepalingen wijzigen, opheffen of vervangen."

1.2. De artikelen 53 en 58 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 zijn vervolgens gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 maart 2020 'tot wijziging van de artikelen 53 en 58 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten'.

De artikelen 1 en 2 van dat koninklijk besluit, dat op 16 april 2020[2] in werking getreden is, luiden als volgt:

"Artikel 1. In artikel 53 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele

‡ Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[1] Die wet, die overeenkomstig artikel 7 ervan op 1 juli 2019 in werking getreden is, vloeit voort uit een wetsvoorstel dat niet om advies aan de afdeling Wetgeving voorgelegd is.

[2] *Belgisch Staatsblad* 6 april 2020.

‡LW-CHHUNFBAH-GHHCCYM‡

van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, wordt het tweede lid, ingevoegd bij de wet van 22 mei 2019, opgeheven.

Art. 2. Artikel 58 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 maart 1976, wordt aangevuld met een lid, luidende:

'Het tijdvak van arbeidsongeschiktheid kan ten vroegste aanvangen op de datum van ondertekening van het in het eerste lid bedoelde getuigschrift. Dit voorschrift is echter niet van toepassing:

1° in geval van wederoptreden van de staat van arbeidsongeschiktheid op de dag die onmiddellijk volgt op het einde van de voorgaande periode van erkende arbeidsongeschiktheid;

2° in geval van wederoptreden van de staat van arbeidsongeschiktheid na een onderbreking waarvan de duur de termijnen vastgesteld door de artikelen 8, 9, § 2 en 10, § 3 niet overschrijdt."[3]

In wezen is het tweede lid van artikel 53 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 dus verplaatst, waardoor dat lid het tweede lid van artikel 58 van hetzelfde besluit geworden is, waarin nog twee afwijkingen opgenomen zijn.

Het koninklijk besluit van 18 maart 2020 ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 86, § 3, van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen', gecoördineerd op 14 juli 1994 (hierna: "de gecoördineerde wet"), welke bepaling als volgt luidt:

"De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een uitkeringsverzekering invoeren ten voordele van de zelfstandigen en de helpers die zijn onderworpen aan de wetgeving houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, alsmede van de meewerkende echtgenoten bedoeld in artikel 7*bis* van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

Hij bepaalt de voorwaarden waaronder deze verzekering van toepassing is, de omvang van de verstrekte uitkeringen en het bedrag van de rijkstoelage bestemd voor deze verzekering.

Voor de aangelegenheden die betrekking hebben op de in het eerste lid bedoelde uitkeringsverzekering, wordt de Dienst voor uitkeringen beheerd door een afzonderlijk Beheerscomité, samengesteld uit vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van zelfstandigen, en van de verzekeringsinstellingen. De Koning bepaalt de bevoegdheid, de samenstelling en de werkingsregelen van dit Beheerscomité. Hij benoemt de voorzitter, de ondervoorzitters en de leden.

Drie regeringscommissarissen, door de Koning benoemd op voordracht, respectievelijk van de Minister die de Sociale Zaken onder zijn bevoegdheid heeft, van de Minister die het sociaal statuut der zelfstandigen onder zijn bevoegdheid heeft en van de Minister die de Begroting onder zijn bevoegdheid heeft, wonen de vergaderingen van dat Comité bij.

[3] Over het ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 18 maart 2020 heeft de afdeling Wetgeving op 24 februari 2020 advies 66.975/2 uitgebracht. In dat advies heeft de afdeling Wetgeving geen enkele opmerking gemaakt bij de bepalingen die de artikelen 1 en 2 van dat koninklijk besluit geworden zijn (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/66975.pdf).

‡LW-CHHUNFBAH-GHHCCYM‡

Een vertegenwoordiger van de Controledienst bedoeld in artikel 49 van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, woont de vergaderingen van het Comité bij met raadgevende stem.

De Koning richt een coördinatiebureau op dat ermede belast is zowel aan het in artikel 79 als aan het in deze paragraaf bedoelde Beheerscomité advies uit te brengen over aangelegenheden die van gemeenschappelijk belang zijn voor de uitkeringsverzekering van de werknemers en voor die van de zelfstandigen, ten einde aan weerszijden het nemen van gelijkaardige beslissingen te bevorderen. De samenstelling en de werkingsregelen van dit coördinatiebureau worden door de Koning bepaald.

De Koning bepaalt op welke wijze de in afdeling IV bedoelde Technische ziekenfondsraad samengesteld is, wanneer de uit te brengen adviezen betrekking hebben op de voorwaarden waaronder de uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid toegekend worden aan de zelfstandigen."

1.3. Voorliggend wetsvoorstel strekt er in essentie toe het tweede lid van artikel 58 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 op te heffen.

2. Uit wat voorgaat, volgt dat het voorstel strekt tot wijziging van een verordeningsbepaling die vastgesteld is ter uitvoering van en overeenkomstig artikel 86, § 3, van de gecoördineerde wet.

Hoewel *a priori* niets de wetgever verbiedt om een verordeningsbepaling te wijzigen of op te heffen, kan de gevolgde werkwijze aanleiding geven tot verwarring en tot rechtsonzekerheid.

In dit geval, en anders dan in de wet van 22 mei 2019, bevat voorliggend voorstel geen enkele bepaling die het voor de Koning mogelijk maakt om artikel 58 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 in de toekomst opnieuw te wijzigen, op te heffen of te vervangen.

Weliswaar strekt de ontworpen tekst niet tot het toevoegen van een bepaling aan dat artikel 58, maar tot het opheffen van een lid ervan en worden de bevoegdheden die de Koning aan artikel 86, § 3, van de gecoördineerde wet ontleent door een dergelijke opheffing als zodanig niet beperkt.

Gelet op het doel dat *in casu* met het wetsvoorstel nagestreefd wordt, rijst evenwel de vraag of de Koning, optredend op grond van die machtiging, in de toekomst nog een bepaling zou kunnen vaststellen waarbij een regeling ingevoerd zou worden die identiek is aan of aansluit bij de regeling bepaald in het huidige artikel 58, tweede lid, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971, al was het maar door te voorzien in ruimere afwijkingen of in afwijkingen die verschillen van die waarin die bepaling thans voorziet.

In dat verband blijkt uit artikel 3 van voorliggend voorstel dat het wel degelijk de bedoeling is om de Koning op zijn minst voor een periode van één jaar te verbieden op grond van artikel 86, § 3, van de gecoördineerde wet een dergelijke bepaling vast te stellen, aangezien dat artikel 3 voorschrijft dat één jaar na de bekendmaking van de voorgestelde wet in het *Belgisch Staatsblad* overgegaan moet worden tot een evaluatie van artikel 2 van dit wetsvoorstel, welk artikel een opheffingsbepaling is.

‡LW-CHHUNFBAH-GHHCCYM‡

Dat punt zou verduidelijkt moeten worden, hetzij door de nodige toelichting te geven bij de bespreking van het wetsvoorstel in het Parlement, hetzij door het dispositief van het wetsvoorstel aan te vullen. In laatstgenoemd opzicht zou, als dat de bedoeling is, artikel 3 van het voorstel aangevuld kunnen worden met een tweede lid dat als volgt luidt:

> "In afwijking van artikel 86, § 3, van de gecoördineerde wet onthoudt de Koning zich, binnen de termijn bepaald in het eerste lid, ervan om op grond van die bepaling enige regel vast te stellen die de evaluatie waarin het eerste lid voorziet doelloos maakt."

3. Van de in artikel 58, tweede lid, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 vervatte regel worden twee gevallen uitgesloten die verband houden met het wederoptreden van de staat van arbeidsongeschiktheid.

Krachtens voorliggend voorstel zal er voor die twee uitzonderingen geen speciale regeling meer gelden en zullen de daarin vermelde gevallen voortaan binnen het toepassingsgebied van artikel 58, eerste lid, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 vallen.

De indieners van het voorstel zouden zich ervan moeten vergewissen dat de regeling die ingevolge het zonder meer opheffen van artikel 58, tweede lid, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 van toepassing zal zijn geen praktische moeilijkheden zal meebrengen in de gevallen van wederoptreden van de staat van arbeidsongeschiktheid, zoals bedoeld in dat tweede lid.

4. Artikel 3 van voorliggend voorstel strekt ertoe een regeling in te voeren voor de evaluatie van artikel 2 van dit voorstel alsook van de wet van 22 mei 2019.

Die bepaling is als volgt gesteld:

> "Eén jaar na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad* gaat het beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen als bedoeld in artikel 39 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, over tot de evaluatie van de wet van 22 mei 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, teneinde de wachttijd op te heffen. Die evaluatie betreft eveneens de toepassing van artikel 2. Die evaluatie wordt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers bezorgd."

Aangezien het om een wetsbepaling gaat, verdient het aanbeveling om in artikel 3 van het voorstel geen melding te maken van "het beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen als bedoeld in artikel 39 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten", maar wel van het Beheerscomité bedoeld in artikel 86, § 3, derde lid, van de gecoördineerde wet, de wetsbepaling op grond waarvan artikel 39 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 vastgesteld is.

‡LW-CHHUNFBAH-GHHCCYM‡

5. Kortom, het wetsvoorstel dient in het licht van de voorgaande opmerkingen opnieuw onderzocht te worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Martine BAGUET

‡LW-CHHUNFBAH-GHHCCYM‡